R A 8 9

CQIP

Centre québécois pour l'informatisation de la production

90-06058/

Montréal, le 30 juin 1989

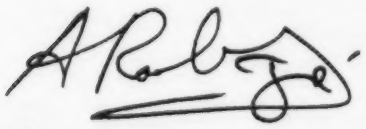
Monsieur Claude Ryan
Ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Science,

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir de vous soumettre le rapport annuel du Centre québécois pour l'informatisation de la production dans lequel nous vous présentons le bilan financier ainsi qu'un résumé des activités de l'organisme pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président directeur général



Roland A. Dugré

Table des matières

Le Centre opérationnel 2

CQIP: des missions...un réseau 3

Message du Président directeur général 4

Rapport d'activités 5

CQIP...le réseau des nouvelles alliances 8

Les états financiers 11

Les membres du Conseil d'administration 16

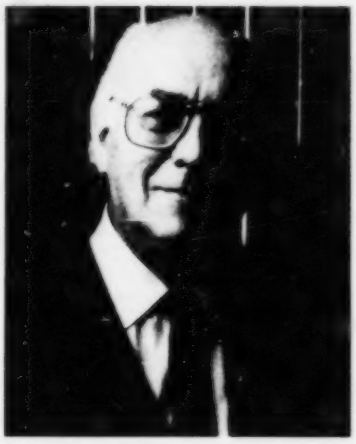
CQIP
1600, boulevard Henri-Bourassa ouest
Bureau 408
Montréal (Québec)
H3M 3E2

(514) 335-6116

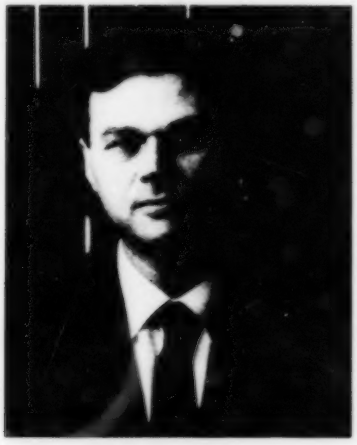
Centre opérationnel

Le Centre opérationnel du Centre québécois pour l'informatisation de la production est situé au 1600, boulevard Henri-Bourassa ouest (bureau 408) à Montréal. C'est de là que se fait l'animation et la coordination du réseau à partir d'une petite équipe multidisciplinaire regroupant la direction et le personnel de gestion du réseau ainsi que les spécialistes en productique, en informatique et en communication.

La direction



Roland A. Dugré, ing.
Président directeur général



André St-Onge, Adm. A
Directeur général adjoint

CQIP: des missions... un réseau

Le Gouvernement du Québec autorisait, le 6 juin 1984, la constitution par lettres patentes du Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP). Par le décret 1349-84 et conformément à l'article 12 de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q. chapitre D.9.1) le gouvernement québécois marquait ainsi sa volonté de promouvoir l'implantation des technologies de production assistée par ordinateur dans l'entreprise manufacturière. Il procédait de plus, en mars 1988, à la prorogation des lettres patentes du CQIP jusqu'au 31 mars 1991.

Concrètement, le CQIP a pris forme avec la création d'un réseau d'expertises dont les acteurs se retrouvaient déjà au sein de différentes structures: cégeps, universités, groupes de recherche privés et publics, centres spécialisés, associations sectorielles, etc. Les quarante-cinq membres du réseau CQIP oeuvrent majoritairement au sein de sept secteurs industriels particuliers: matériel de transport, meuble et bois ouvré, plastiques et composites, produits mécaniques, produits métalliques, textile, vêtement.

Missions

Le CQIP s'est donné cinq missions spécifiques pour orienter ses actions:

1) Diffusion de l'information relative aux TPAO
2) Démonstration de ces technologies
3) Développement technique et expérimentation des TPAO
4) Aide-conseil aux entreprises
5) Formation

L'approche CQIP

L'approche du CQIP en matière d'informatisation de la production peut se résumer brièvement en trois points:

1) Utilisation d'un plan directeur et d'un échéancier de réalisation.

2) Utilisation du processus dit "socio-technique" ou d'une méthode qui tient compte des ressources humaines et de l'organisation du travail.

3) Utilisation de plusieurs sources d'expertise tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Francis Tremblay et Francine Gauthier, employés au Centre opérationnel du CQIP.

Message du Président directeur général

L'exercice financier 1988-1989 a été fructueux à plusieurs égards pour notre organisme. En effet, le Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP) a articulé son action dans un contexte macro-économique en pleine mutation: tendances favorisant le libre-échange avec les États-Unis, maillage entre de nouveaux partenaires, ouverture vers l'Europe de 1992, rapprochement entre les maisons d'enseignement et l'entreprise privée, etc.

Pour le CQIP, cette dynamique a été le prétexte pour mettre de l'avant diverses initiatives pour lesquelles les membres du réseau CQIP ont trouvé beaucoup de pertinence et d'intérêt. Nous avons ainsi cherché à inciter les membres du réseau à échanger entre eux, d'abord au sein des tables de concertation sectorielles que sont les laboratoires et les unités spécialisées, et ensuite entre tous les membres du réseau. Ces efforts portent d'ailleurs déjà leurs fruits puisque cela s'est traduit par la mise en chantier et la réalisation de projets communs entre membres du réseau.

Tant au sein des laboratoires que chez les unités spécialisées ou les organismes associés, l'expérience vécue au sein du réseau au cours du dernier exercice peut donc s'énoncer ainsi: le véritable défi a été celui de passer, en matière de concertation, du discours aux actes en vue de satisfaire les besoins des PME manufacturières en matière de TPAO.

Concrètement, l'attribution d'un budget d'opération, chez sept groupes, a été un second "fertilisant" pour le réseau. Avec la permanence effectuée par nos directeurs exécutifs, notre présence au sein de secteurs économiques s'est accentuée et notre message a fait des gains appréciables là où il avait encore des dimensions à faire valoir. Cette présence a aussi ajouté plus de force au caractère régional du réseau; certaines expertises des maisons d'enseignement se sont rapprochées des entreprises manufacturières de leur région. La permanence sectorielle s'est aussi matérialisée sous une forme de guichet d'accès au réseau pour les entreprises oeuvrant en périphérie des grands centres. Chacun a ainsi été appelé à se définir comme la tête de pont du réseau dans son secteur ou dans sa région.

Le dernier exercice a également permis aux laboratoires de se doter d'un plan d'actions respectif jusqu'en 1991. De plus, les derniers mois leur ont permis de raffiner leurs outils de diffusion et leurs modes d'intervention. A ce chapitre, plusieurs membres du réseau ont amélioré leur cohésion avec d'autres organismes. Dans ces cas, la concertation s'est aussi manifestée vers l'extérieur de notre réseau, soit avec des Chambres de commerce ou des organismes fédéraux, soit avec des associations professionnelles locales ou régionales.

Bien que les membres du réseau CQIP ont collaboré à des centaines de projets concrets, visibles et reliés à l'informatisation de la production au cours de 1988-1989, la progression la plus visible de la dernière année financière aura été celle de la concertation. Plusieurs ont accueilli avec enthousiasme la collaboration avec des entreprises manufacturières québécoises, avec des consultants privés ou avec de grandes entreprises, ainsi qu'avec d'autres partenaires à vocation semblable dans notre réseau. Cela nous permet de fonder de grands espoirs et nous convainc que CQIP devient de plus en plus "le réseau des nouvelles alliances".

En terminant, il nous faut également reconnaître l'excellente coopération et le support constant du personnel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science vers la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Roland A. Dugré

Rapport d'activités

L'année financière 1988 - 1989 a été caractérisée principalement par la restructuration du réseau CQIP suite à l'octroi de budgets d'opération aux sept laboratoires et à la réduction des effectifs au Centre opérationnel dans les dernières semaines de l'année 1987 - 1988. En pratique, l'exercice financier 1988 - 1989 a permis d'opérationnaliser de nouveaux mécanismes de coordination à travers le réseau.

Deux éléments ont, entre autres, permis de favoriser la progression du réseau au cours de la dernière année: la renégociation des protocoles d'entente avec les organismes du réseau et l'élaboration d'un plan stratégique pour le Centre opérationnel. Suite à ces activités, un plan d'action triennal mettant particulièrement l'emphase sur l'exercice 1988 - 1989 a été élaboré par chacun des laboratoires. Malgré les délais encourus dans certains cas pour finaliser l'entente avec des partenaires, il est intéressant de souligner que dans son ensemble les plans d'action ont été scrupuleusement suivis et réalisés.

Les activités 1988 - 1989 se répartissent en quatre volets:
- Consolidation du réseau;
- Promotion du CQIP et démonstration des TPAO;
- Développement technique et aide-conseil;
- Formation.

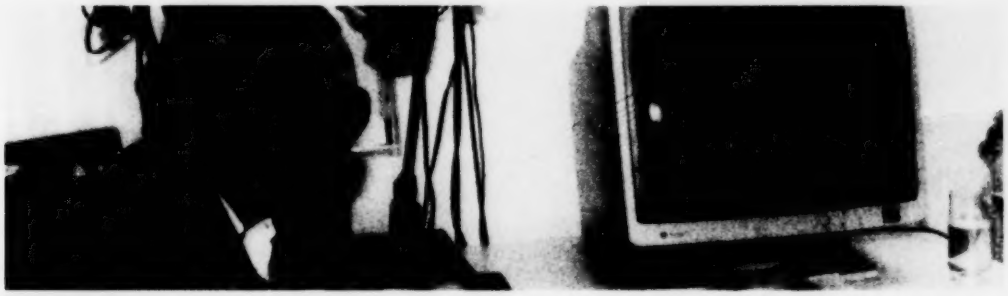
Consolidation du réseau

Les premiers mois de 1988 - 1989 ont été employés à améliorer les protocoles d'entente avec les partenaires des laboratoires, des unités spécialisées et des organismes associés du réseau. Pour chacun des sept laboratoires, des directeurs exécutifs furent embauchés. Un plan d'action triennal pour chaque laboratoire fut aussi élaboré. Cet exercice, qui s'échelonna sur six mois, nécessita la participation des différents partenaires afin de s'entendre sur un plan d'action bien adapté aux besoins de chacun. Il représente une étape significative dans la concrétisation véritable du réseau CQIP. En plus des comités de gestion et des comités techniques, certains autres mécanismes de concertation ont été implantés:

- les réunions de coordination mensuelles avec les directeurs exécutifs des laboratoires;
- les réunions de coordination "élargies" où les représentants des unités spécialisées et des organismes associés ont été invités à participer;
- l'approbation d'un mécanisme semestriel de rapports d'activités CQIP par chacun des laboratoires;
- une première table de concertation semestrielle (colloque réseau) a eu lieu les 30 novembre et 1er décembre 1988. Elle regroupa des représentants de tous les organismes membres du Réseau (135 participants).

Au chapître des équipements informatiques, quelques changements ont été effectués entre des membres du réseau afin de maximiser l'utilisation de certains équipements fort spécialisés. Certains partenaires des laboratoires, tels que le Groupe Collège LaSalle et l'École québécoise du meuble et du bois ouvré, ont aussi acquis des équipements de production qui sont venus compléter les équipements informatiques qui leur avaient auparavant été octroyés par le CQIP.

La consolidation du réseau s'est également exprimée clairement par une volonté des membres du réseau à vouloir collaborer activement aux activités et aux projets, non seulement de leurs partenaires au sein d'un laboratoire, mais aussi de l'ensemble du réseau. Cette attitude est d'ailleurs fort prometteuse d'une concertation accrue dans l'avenir et de la réalisation de projets communs.



Le designer Jean-Claude Poitras s'est montré intéressé par le logiciel de simulation de tissu utilisé au CQIP/Vêtement.

Promotion du CQIP et démonstration des TPAO

Au cours de 1988 - 1989, le Centre opérationnel a développé une approche nouvelle au niveau des communications moussant ainsi l'image du réseau. L'accent a été mis sur le concept de réseau dans les médias, tant au chapître de la publicité qu'à celui de l'espace rédactionnel. Un effort particulier au niveau des relations de presse a aussi apporté des dividendes intéressants. Finalement, différentes tribunes publiques ont également été mises à profit pour faire connaître le CQIP. Mentionnons entre autres:

- la Conférence technologique estivale 1988 (2 juin)
- le Congrès de l'Association des conseillers en ressources humaines (6-7 juin 1988);
- le Sommet technologique (11 au 13 octobre 1988);
- le Congrès annuel de l'Association des commissaires industriels du Québec (15 au 18 octobre 1988);
- La Société des relations d'affaires de l'école des Hautes Études Commerciales (2 novembre 1988)
- le Congrès du Groupement québécois d'entreprises (4-5 novembre 1988);
- le colloque sur la Coopération entreprises/universités dans le domaine de l'éducation permanente (4-5 décembre 1988);
- le dîner mensuel de l'Association des manufacturiers canadiens à Drummondville (27 février 1989);

Le travail effectué au Centre des technologies textiles est très varié.

En collaboration avec le Centre opérationnel, certains laboratoires ont développé leur matériel promotionnel; les fruits de ces efforts seront particulièrement observables en 1989 - 1990. Par ailleurs, la visibilité du réseau s'est faite à l'échelle provinciale par l'implication active de plusieurs laboratoires, notamment lors des activités suivantes:

- le Carrefour de la haute technologie (27 au 29 septembre 1988);
- le Salon Éducation, sciences et technologies (13 au 19 octobre 1988);
- la Semaine de la PME (23 au 29 octobre 1988);
- le colloque "Gérer autrement" (25 octobre 1988);
- le colloque "Produire autrement" (26 octobre 1988);
- le colloque "Composite 88" (8-9 novembre 1988);
- le Salon de la fabrication automatisée (14 au 16 mars 1989);
- le colloque Technidustrie (15-16 mars 1989);
- le Mois de l'automatisation dans les différentes régions du Québec (14 mars au 17 avril 1989);

Les membres du réseau se sont également impliqués dans plusieurs autres salons spécialisés, soit localement, soit de façon sectorielle.

Parmi les activités énoncées ci-haut, la présentation du colloque Technidustrie 89 a particulièrement nécessité la contribution des directeurs exécutifs des laboratoires du CQIP. Cinq d'entre eux ont en effet collaboré étroitement à la planification, à la préparation et à la présentation d'une trentaine de conférences. Pour sa part, un autre directeur a été l'un des principaux maîtres d'oeuvre d'une quinzaine dédiée à l'informatique industrielle présentée à Québec dans le cadre du Mois de l'automatisation.

Certaines autres activités de diffusion ont aussi été préparées au cours de 1988 - 1989; leur réalisation ne se fera toutefois qu'en 1989 - 1990. On peut notamment penser au Salon Informatique Affaires de Québec (13 au 15 avril 1989), au Salon national de la technologie du vêtement (18-19 mai 1989), à Techni-tex 89 (25-26 mai 1989), etc...

Au chapitre des démonstrations, tous les laboratoires furent impliqués à différents degrés dans des activités de démonstration, dans le cadre des salons mentionnés précédemment ou d'activités spécifiques pour une clientèle-cible. A titre d'exemple, mentionnons que deux mini-colloques furent organisés en 1988 -1989; ils ont été présentés le 5 avril 1989 à l'Institut de génie des matériaux et le 12 avril 1989 chez Pratt & Whitney. Des journées "portes ouvertes" ont aussi eu lieu au Cégep de St-Jérôme (27 octobre 1988) à celui d'Ahuntsic (26 janvier 1989) et au Cégep Edouard-Montpetit (30 mars 1989).

Développement technique et aide-conseil

Plusieurs interventions ont été réalisées en industrie par l'entremise des partenaires des laboratoires CQIP. Bien que des centaines de projets ont été menés à bien par les membres du réseau, certains peuvent être associés plus étroitement aux laboratoires du CQIP. Du nombre des interventions, nous pouvons notamment retenir les suivantes:

- une quinzaine de projets d'analyses structurelles, d'analyses de remplissage de moules et d'études sur la presse à injection pour le laboratoire CQIP/Plastiques et composites;
- trois projets de conception de systèmes et d'équipements pour le laboratoire CQIP/Produits métalliques;
- diverses analyses précédant des projets d'informatisation d'entreprises et le développement de deux logiciels (ce développement se poursuivra en 1989-1990) pour le laboratoire CQIP/Produits mécaniques;
- l'implantation d'un nouveau système de débitage automatisé et d'un système d'optimisation deux axes pour le CQIP/Meuble et bois ouvré;
- plus de 120 interventions en aide technique et en conception par ordinateur dans le secteur du vêtement qui ont donné lieu à quatre projets de transfert technologique et au développement d'un logiciel spécialisé qui a été très bien accueilli au sein de l'industrie.

De nombreuses énergies ont aussi été déployées pour identifier des projets de développement et d'aide-conseil qui se concrétiseront durant le prochain exercice.

Formation

Au cours de 1988 - 1989, deux séminaires CQIP ont été ajoutés au cinq déjà existants. Il s'agit d'abord d'un séminaire sur l'ordonnancement de la production et d'un autre axé sur une simulation industrielle. Un mini-colloque pouvant être offert aux industriels a de plus été élaboré; il permet aux participants d'avoir une vue d'ensemble avant d'entreprendre un processus d'informatisation.

Un programme de collaboration France-Québec a été obtenu par le CQIP/Produits métalliques afin d'échanger sur les technologies de groupe assistées par ordinateur. Différents partenaires de laboratoires ont aussi oeuvré en formation auprès d'entreprises intéressées par les technologies dont le CQIP fait la promotion.

Par ailleurs, les différents partenaires des laboratoires, ont continué à jouer le rôle essentiel de formation de la main-d'oeuvre technique. Ils ont de plus participé au transfert de connaissances des maisons d'enseignement vers les entreprises.

L'ETS et le CQIP/Matériel de transport ont démontré à quelques reprises la technologie paramétrique développée pour les vérins hydrauliques de Mailhot Hydraulique .

CQIP...le réseau des nouvelles alliances

Les laboratoires CQIP

Le réseau CQIP a sept laboratoires oeuvrant chacun dans un secteur particulier. Ces laboratoires CQIP sont la principale matérialisation des missions du CQIP. Contrairement à l'appellation "laboratoire" largement répandue, les laboratoires CQIP sont beaucoup plus des tables de concertation ou des regroupements que des endroits physiques où l'on fait des expériences. En pratique, leur organisation varie toutefois d'un secteur à l'autre.

Table de concertation sectorielle

Véritable effort de concertation dans un secteur donné, le laboratoire CQIP regroupe généralement les types de partenaires suivants: cégeps, universités, centres de recherche, représentants d'associations professionnelles intéressées par les TPAO, etc.

Partenaires des laboratoires

CQIP/Matériel de transport

- Bombardier;
- Cégep St-Laurent;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- École de technologie supérieure (ETS);
- École nationale d'aérotechnique du Collège Edouard-Montpetit;
- École Polytechnique;
- Pratt & Whitney;
- Université du Québec à Montréal.

CQIP/Meuble et bois ouvré

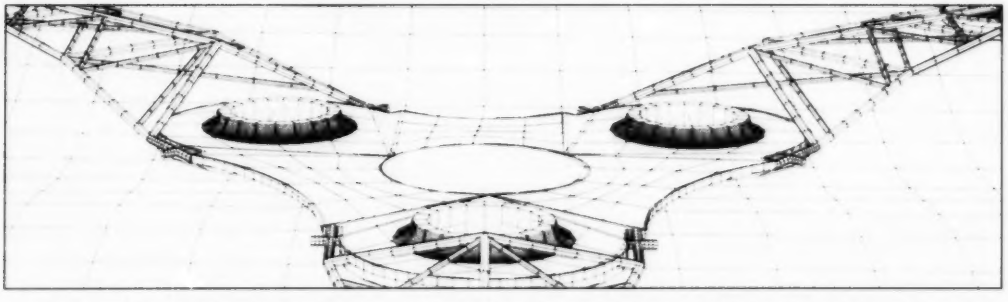
- Association des fabricants de meubles du Québec (AFMQ);
- Association provinciale des industries du bois ouvré du Québec (APIBOQ);
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- Centre québécois de productivité du meuble et du bois ouvré;
- Centre de recherche industrielle du meuble et du bois ouvré (CRIMBO);
- Ecole québécoise du meuble et du bois ouvré du Cégep de Victoriaville;
- Université du Québec à Trois-Rivières.

CQIP/Plastiques et composites

- Cégep d'Ahuntsic;
- Cégep de St-Jérome;
- Cégep de Thetford Mines;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- École Polytechnique;
- Université McGill.

CQIP/Produits mécaniques

- Centre spécialisé de technologie physique du Cégep de La Pocatière;
- Centre spécialisé de robotique du Cégep de Lévis-Lauzon;
- Centre C.F.A.O. du Collège de Limoilou;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- Office municipal de développement économique de Québec (OMDEQ);
- Université Laval.



Partenaire du CQIP/Produits mécaniques, le Centre C.F.A.O. a produit un logiciel animé et a digitalisé les caractéristiques du mécanisme du "Waveberg System", une pompe hydraulique alimentée par l'énergie créée par la houle.

CQIP/Produits métalliques
- Centre spécialisé de métallurgie du Cégep de Trois-Rivières;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- Université du Québec à Trois-Rivières.

CQIP/Textile
- Cégep de St-Hyacinthe;
- Centre des technologies textiles;
- Université de Sherbrooke.

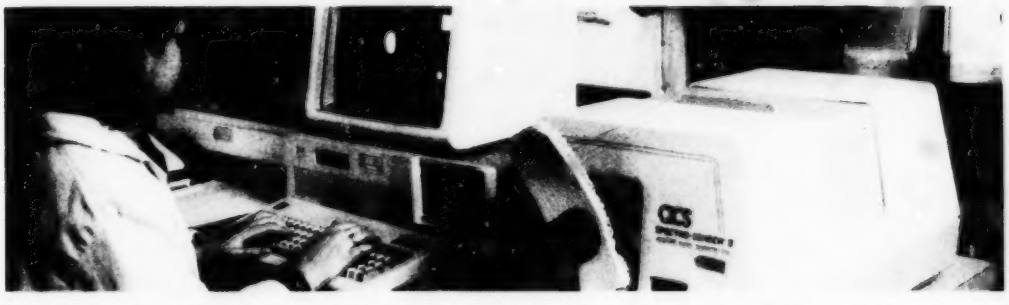
CQIP/Vêtement
- Centre spécialisé de la mode du Québec du Collège LaSalle;
- Centre de développement de l'industrie de la mode (CDIM);
- École de technologie supérieure (ETS).

A la tête de chacun des laboratoires, on retrouve un directeur exécutif (à temps plein) relevant de la direction générale du réseau. Il s'occupe principalement de coordination, d'organisation, de diffusion et de gestion selon les ententes prises avec les partenaires de son laboratoire. Il est secondé par un directeur (à temps partiel) dont les fonctions sont beaucoup plus techniques. Ce dernier agit en fait à titre de spécialiste ou d'aviseur technique pour le groupe.

En plus des équipements informatiques et des logiciels mis à la disposition des partenaires du laboratoire, chaque table sectorielle dispose d'une enveloppe budgétaire afin de couvrir certains frais d'opération.

Le fonctionnement des laboratoires prévoit un conseil de gestion du laboratoire formé des dirigeants (ou de leur représentant) des organismes partenaires du laboratoire. C'est celui-ci qui adopte notamment les grandes orientations du laboratoire, détermine les besoins de la permanence, approuve les modalités d'opération, les prévisions budgétaires et le programme d'activités.

Chaque laboratoire est aussi doté d'un comité technique regroupant des spécialistes issus des organismes partenaires du laboratoire. Parmi les fonctions de ce comité, on peut retenir les suivantes: préparation des programmes d'activités et du bugdet pro-forma, mise en place d'un plan de promotion des services du laboratoire auprès des entreprises manufacturières, organisation d'activités techniques, élaboration de projets de recherche et de développement, analyse des résultats de recherche, étude des projets industriels, etc.



L'équipement du CQIP/Textile permet, entre autres, l'obtention rapide de formule de coloration de textile.

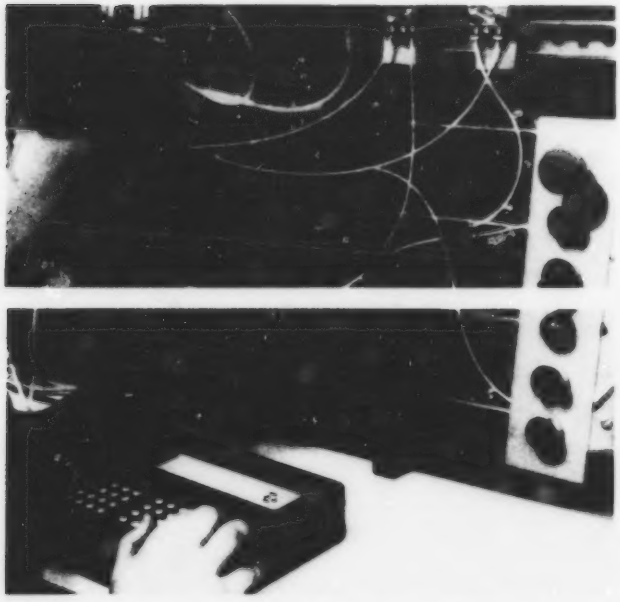
Les unités spécialisées

Membres du réseau CQIP, les unités spécialisées sont des institutions possédant une expertise reliée aux technologies assistées par ordinateur. Elles permettent au réseau CQIP d'être présent sur un plus vaste territoire et ainsi offrir l'accès au réseau à un plus grand nombre d'industriels.

On compte actuellement six de ces groupes; chacun dispose d'équipements informatiques et de logiciels fournis par le CQIP en plus d'un micro-ordinateur dédié prioritairement au courrier électronique du réseau. Les représentants de ces organismes sont également invités à participer aux activités du réseau (comité, colloque, etc.) et à collaborer à certains projets industriels.

Les unités spécialisées du réseau CQIP sont:

- le groupe CAMPE du Cégep de Rimouski et de l'Université du Québec à Rimouski;
- le Centre Microtech du Cégep de Sherbrooke;
- le Centre de production automatisée du Cégep de Jonquière;
- le Centre de productique du Québec:
  Cégep St-Jean-sur-le-Richelieu;
  Commission scolaire Honoré-Mercier;
  Collège Militaire Royal.
- le Collège John Abbott et le groupe Concave (Université Concordia);
- l'Université du Québec à Chicoutimi.



En plus de la coupe informatisée, les automatismes sont très utilisés au CQIP/Meuble et bois ouvré.

Les organismes associés

Plusieurs ententes de collaboration ont également permis au CQIP de s'adjoindre un autre type de membres. Groupes possédant une expertise reliée aux technologies de production assistées par ordinateur, les organismes associés sont invités à participer aux activités du réseau. Certains d'entre eux sont même raccordés au réseau informatique du CQIP.

Les organismes associés au CQIP sont:

- l'Association CAO/FAO;
- l'atelier flexible du CRIQ à Montréal;
- le Centre de recherches minérales du Québec;
- le Centre d'enseignement et de recherche en foresterie du Cégep Ste-Foy (CERFO);
- le Centre de la haute technologie de la chaussure;
- la Société GRICS;
- l'Institut d'ordinique du Québec du Cégep Lionel-Groulx.

Protocoles d'entente

Les membres du réseau CQIP sont liés par un protocole d'entente avec le Centre opérationnel du CQIP (CQIP/CO). Ces protocoles ont pour but de déterminer les modalités de gestion et de coopération du laboratoire ou de l'unité spécialisée.

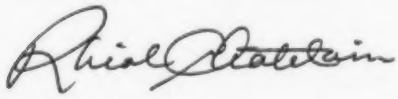
Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du Centre québécois pour l'informatisation de la production au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Les chiffres de l'exercice 1988 présentés pour fins de comparaison proviennent d'états financiers vérifiés par d'autres vérificateurs.

Le vérificateur général du Québec,



Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 16 juin 1989

Revenus, dépenses et excédent

de l'exercice terminé le 31 mars 1989

	1989	1988
Dépenses		
Centre opérationnel		
. Frais d'administration (note 3)	657 574 $	970 708 $
. Communication, représentation et déplacements	78 892	97 710
. Colloques, congrès et matériel audio-visuel	21 900	104 183
. Mobilier et matériel de bureau	5 129	2 192
Laboratoires		
. Contribution au fonctionnement	805 643	—
. Matériel informatique	147 226	1 355 700
	1 716 364	2 530 493
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires	69 557	117 584
Autres	4 534	18 632
	74 091	136 216
Excédent des dépenses sur les revenus	1 642 273	2 394 277
Subvention du gouvernement du Québec	1 535 710	2 459 882
Excédent des dépenses sur la subvention et les revenus	(106 563)	65 605
Excédent au début	125 087	59 482
Excédent à la fin	18 524 $	125 087 $

Bilan au 31 mars 1989

	1989	1988
Actif		
A court terme		
Encaisse	178 005 $	258 997 $
Dépôts à terme	200 000	450 000
Subvention du gouvernement du Québec à recevoir	575 000	—
Débiteurs	4 037	16 234
	957 042 $	725 231 $
Passif		
A court terme		
Créditeurs et frais courus	643 261 $	122 995 $
Engagements à payer	263 991	285 173
Revenus reportés	31 266	191 976
	938 518	600 144
Excédent	18 524	125 087
	957 042 $	725 231 $

Engagements (note 5)

Pour le conseil d'administration

Notes complémentaires

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Centre québécois pour l'informatisation de la production, corporation au sens du Code civil constituée par lettres patentes en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., chapitre M-15.1.1 et modifications), a pour objet le développement des technologies de la conception et de la fabrication assistées par ordinateurs.

Les lettres patentes du Centre ont été prorogées par le gouvernement du Québec jusqu'au 31 mars 1991. A la fin de son mandat, le Centre remet au gouvernement tous ses livres et documents ainsi que tous ses biens mobiliers et immobiliers non nécessaires au paiement de ses dettes; les droits et obligations du Centre pourront être assumés par une autre corporation ou organisme désigné par le gouvernement.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science a demandé au Centre un rapport d'évaluation devant appuyer la prise de décision gouvernementale sur la poursuite des activités du Centre après le 31 mars 1991.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Centre ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux opérations.

Le coût du matériel informatique-laboratoires comprend les coûts du matériel, des logiciels ainsi que de l'entretien.

Les immobilisations imputées aux opérations sont présentées dans une note complémentaire à titre de renseignement.

Engagements à payer

Le Centre comptabilise toutes les sommes engagées pour affectations au matériel informatique des laboratoires et pour certaines dépenses de fonctionnement, pour lesquelles des subventions ont été reçues.

Revenus reportés

Les subventions reçues pour des projets spécifiques sont reportées et virées aux opérations en fonction des dépenses engagées.

3. Frais d'administration

	1989	1988
Traitement et avantages sociaux	416 693 $	648 912 $
Loyer et taxes d'affaires	79 661	84 568
Papeterie et frais de bureau	27 396	21 575
Services professionnels et administratifs	16 366	48 735
Entretien	15 158	26 993
Perfectionnement	6 215	12 373
Préparation de séminaires	17 417	8 487
Information et communication	68 667	85 170
Développement informatique	816	23 100
Intérêts et frais bancaires	204	904
Autres	8 981	9 891
	657 574 $	970 708 $

4. Immobilisations

Évolution des immobilisations imputées aux opérations:

	1989	1988
Solde au début	5 740 444 $	4 379 926 $
Acquisitions	152 355	1 360 518
Solde à la fin	5 892 799 $	5 740 444 $

Solde à la fin composé de:

Matériel informatique - laboratoires	5 668 733 $	5 521 507 $
Matériel audio-visuel et kiosque	17 802	17 802
Mobilier et matériel de bureau	174 671	169 542
Système téléphonique	20 190	20 190
Améliorations locatives	11 403	11 403
	5 892 799 $	5 740 444 $

Ces immobilisations ne comprennent pas le matériel acquis et financé par les partenaires dans le cadre d'un projet.

5. Engagements

Le Centre s'est engagé, en vertu de protocoles d'entente avec sept laboratoires, à verser, au cours des deux prochains exercices, une contribution financière pour leur fonctionnement. Cette contribution s'est élevée à 805 643 $ au cours de l'exercice 1988 - 1989. De plus, le Centre s'est engagé, en vertu des mêmes protocoles, à payer les frais d'entretien des équipements et des logiciels fournis aux laboratoires de même que les frais de communication, d'entretien et de fonctionnement du courrier électronique jusqu'au 31 mars 1991.

Le Centre s'est aussi engagé par bail échéant le 31 mars 1991 pour la location de locaux adminisratifs. Les loyers annuels minimums des deux prochains exercices sont de 126 041 $ et sont payables comme suit:

1990	62 534 $
1991	63 507 $

6. Régime de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Le coût de ce Régime est partagé également entre les employés et les employeurs. Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès. Les contributions du Centre imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 13 125 $ (22 410 $ en 1988). Les obligations du Centre envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions pour services courants à titre d'employeur.

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1988 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1989.

Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration du CQIP sont nommés par le gouvernement du Québec.

Roland A. Dugré, ing.*
Président directeur général du CQIP

Clifford N. Baronet, ing.
Vice-président exécutif R-D/Services techniques
Centre de Recherche Industrielle du Québec (CRIQ)

André P. Caron
Directeur de la direction des biens d'équipement
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

Ghislain Caron, ing.
Chef de service informatique
Aluminerie de Bécancour Inc.

Yvon A. Comiré, ing.*
Président
CADCORP Informatique Inc.

Pierre Debroux, ing.
Président
Intech-P.E.M. Inc.

Jean-Guy Frenette*
Économiste
Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)

Jacques Harvey
C.G.I.

Adrien Leroux, ing.
Président
Société de microélectronique industrielle
de Sherbrooke Inc. (SMIS)

Nycol Pageau-Goyette
Directeur général
Conseil de l'industrie électronique du Québec (CIEQ)

Claude Perron, ing.
Directeur général
J.E. Therrien Inc.

Donald G. Waye*
Président
Haute Technologie Appliquée Simulation

Observateur:
Guy Létourneau
Sous-ministre adjoint à la Science
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science

* Membre du comité exécutif

André St-Onge, Guy Létourneau, Roland A. Dugré, Jean-Guy Frenette, Jacques Harvey, André P. Caron et Donald G. Waye